

ACCUEIL • SOCIÉTÉ • RÉGIONS • BRUXELLES

L'ex-clinique Sainte-Anne à Anderlecht ressuscite en quartier solidaire

L'archidiocèse Malines Bruxelles investit 12 millions pour redonner vie au site anderlechtois dans le cadre d'un projet pluraliste centré sur l'aide aux plus fragiles.



Marie-Françoise Boveroulle, responsable Solidarité du Centre pastoral de Bruxelles, à l'intérieur des logements du Centre Rafael à Anderlecht qui fera l'objet d'une rénovation totale. - Alessia Capasso.

Par Patrice Leprince - journaliste service Bruxelles
Le 5/10/2020 à 13:26

Si sœur Anne ne voit toujours rien venir, c'est sans inquiétude que l'ancienne clinique Sainte-Anne, place de la Vaillance à Anderlecht, envisage son avenir tout entier dédié au logement à vocation sociale mais aussi et surtout à l'aide aux plus démunis. A la manœuvre, l'archidiocèse Malines Bruxelles n'attend plus que le permis d'urbanisme, attendu dans les semaines à venir, pour lancer les grandes manœuvres et offrir une nouvelle vie à ce complexe de six niveaux et de plus de 12.000 m².

« Lorsque les sœurs sont parties et que la clinique Sainte-Anne a déménagé vers Jacques Brel, c'est devenu le Centre Rafaël, fondé dans les années 90 par un prêtre néerlandophone Reginald Rahoens, décédé en 2011, contextualise Marie-Françoise Boveroulle qui coordonne les projets solidarité en lien avec les paroisses bruxelloises. Il en a fait un centre d'hébergement pour les très précarisés qui a accueilli jusqu'à 360 personnes avec ou sans papiers ».

En 2016, le bâtiment, vieillissant, doit impérativement être mis aux normes, l'occasion aussi, pour le comité de pilotage, de renforcer le projet social. Résultat des réflexions ? « Nous aurons 51 logements avec plusieurs partenaires dont l'ASBL l'Ilot ». Qui n'a pas hésité avant de répondre positivement à la demande. « Comme son nom l'indique, notre cellule capteur et créateur de logement de l'Ilot crée et capte du logement pour ses partenaires qui sont tous dans le secteur sans-abrisme », explique-t-on à l'Ilot. Les futurs occupants bénéficient en outre d'un accompagnement personnalisé. « Nous nous sommes inscrits dans ce contexte en faisant part de notre intérêt. On devrait avoir 10 à 12 logements, ce qui est une excellente nouvelle, le genre de cadeau qu'on aimerait recevoir tous les jours ».

Impliqués également, les Petits Riens et leurs logements supervisés pour des personnes sortant de milieux d'accueil alors que l'ASBL Convivial proposera, elle, de l'hébergement aux familles de réfugiés. De son côté, le Centre Rafaël gèrera une dizaine d'habitations pour l'accueil d'urgence ou de transit.

« Egalité humaine »

« Pour le volet locatif, l'ensemble de ces logements seront gérés par une agence immobilière sociale, à charge pour celle-ci d'assurer en outre l'animation du site avec des travailleurs sociaux pour créer un esprit qui doit habiter le lieu, une vie associative au service de celles et ceux qui habiteront ou passeront là, reprend Marie-Françoise Boveroulle. Le pape dit souvent que l'église doit aller aux périphéries et la périphérie ce n'est pas qu'un espace, c'est aussi l'égalité humaine et Rafaël se trouve à cette frontière-là. Rafaël est bien évidemment ancré dans la tradition chrétienne mais nous sommes ouverts à tous, comme le montrent les partenariats avec des associations pluralistes ».

Côté services, la chapelle actuelle restera en activité tout comme les locaux paroissiaux. « Nous aurons également une crèche néerlandophone de grande taille qui bénéficiera d'une partie du jardin. Nous sommes aussi en négociations avec Médecins du Monde pour la création d'un centre de santé qui devrait occuper tout le rez-de-chaussée, soit plus de 800m². Nous voulons par ailleurs ouvrir un restaurant social pour lequel nous cherchons toujours un opérateur ».

Actuellement, une distribution de colis alimentaires est organisée pour nourrir plus de 600 personnes. « Nous allons malheureusement devoir fermer cela fin décembre pour des raisons logistiques mais nous sommes en discussion avec l'unité pastorale d'Anderlecht et d'autres partenaires pour repreciser le profil des usagers et voir ce qu'il conviendrait de poursuivre en termes d'aide alimentaire, pendant et après les travaux ». Côté architectural, la rue intérieure jadis empruntée par les ambulances sera élargie et ouverte au public. « L'idée étant d'ouvrir les lieux sur le quartier, tout comme le sera si le projet aboutit le restaurant social, quitte à pratiquer des tarifs différenciés ».

On l'a dit, le permis est attendu au mois d'octobre. « La concertation s'est très bien passée, les gens étant vraiment enthousiastes en disant que cela va redynamiser le quartier », assure notre interlocutrice. Le début des travaux est, lui, programmé en janvier prochain. Le chantier devrait durer deux ans.

Propriétaire du terrain, l'ASBL Rafaël peut compter sur le soutien de l'archevêché Malines Bruxelles qui prendra en charge les 12 millions d'euros nécessaires à l'aboutissement du chantier, en partie sur fonds propres mais aussi « avec un prêt bancaire conséquent ».

Appel à la solidarité

Il y a de cela deux ans, les 200 résidents du Centre Rafaël ont été avertis qu'ils allaient devoir quitter le bâtiment lors du démarrage du chantier. De quoi leur laisser le temps de se retourner. « Nous leur avons expliqué qu'ils devaient trouver un nouveau logement et que nous pouvions les aider », se souvient Marie-Françoise Boveroulle. Mais deux ans plus tard, seize cas n'ont toujours pas pu être résolus, se désole la coordinatrice. « Nous n'avons aucune solution de relogement, or, ces personnes doivent quitter le centre pour la fin septembre ».

Un appel est donc lancé aux propriétaires solidaires, notamment pour les occupants qui disposent de papiers en règle. « Ceux qui restent aujourd'hui sur le tarmac touchent un revenu d'intégration sociale (RIS), soit 900 euros par mois, ils cherchent donc un toit à grosso modo 500 euros par mois. A Bruxelles, cela devient presque impossible et nous devons en outre faire face à des propriétaires qui refusent des locataires avec un RIS. De plus, et c'est très préoccupant, deux ou trois personnes ont aussi été confrontées à de la discrimination raciale ». Autre cas encore que celui de cet homme, d'origine africaine, qui peine à trouver un toit « alors qu'il a un contrat de chauffeur à durée indéterminée, il parle français, anglais et néerlandais. Ce devrait être le profil idéal pourtant, il ne parvient pas à trouver, c'est incompréhensible ».